

L'empreinte durable de la crise au Ladakh

Arzan Tarapore | 21 mars 2025



Cet article est une traduction de « [The Long Shadow of the Ladakh Crisis](#) », paru le 3 décembre 2024 sur War on the Rocks.

La paix semble s'être installée entre l'Inde et la Chine. Le 23 octobre 2024, le Premier ministre indien, Narendra Modi, et le dirigeant chinois, Xi Jinping, ont tenu leur première rencontre bilatérale depuis 2019. Les déclarations des ministères des Affaires étrangères des deux pays [ont annoncé](#) une « [résolution des problèmes survenus en 2020](#) », faisant référence à la crise qui a éclaté lorsque les troupes chinoises ont effectué plusieurs incursions au-delà de la Ligne de contrôle effectif (*Line of Actual Control*, LAC) – la frontière contestée entre les deux pays – dans la région du [Ladakh](#). Conformément à un nouvel accord de « [désengagement](#) », [la Chine a retiré ses forces](#) des dernières zones où elles étaient présentes du côté indien depuis 2020, et les forces militaires des deux pays ont [repris leurs patrouilles](#) dans ces secteurs, rétablissant ainsi la situation qui prévalait avant les incursions chinoises.

Malgré l'apaisement apparent des tensions entre les deux pays, la crise au Ladakh (2020-2024) a laissé une empreinte durable sur la sécurité nationale de l'Inde et sur son rôle dans la région. Cette période de crise a constitué une expérience d'apprentissage précieuse pour les deux parties : la Chine a sans doute acquis des [connaissances tactiques et stratégiques](#) cruciales sur l'Inde, tandis que cette dernière a acquis une meilleure appréhension de la menace que représente la Chine. L'accord d'octobre ne rétablit donc pas le *statu quo ante* – il n'y a pas de retour en arrière possible. Dès lors, comment la crise a-t-elle affecté la sécurité nationale de l'Inde à long terme ?

L'impact durable de la crise au Ladakh se mesure à trois niveaux. Premièrement, la crise a contraint l'Inde à renforcer son dispositif le long de la Ligne de contrôle effectif (LAC), mais il n'est pas certain que cela ait véritablement amélioré ses capacités

de dissuasion conventionnelle face à la Chine. Deuxièmement, cette crise a contraint l'Inde à concentrer ses efforts sur le renforcement de sa frontière nord, au détriment de la modernisation de ses capacités militaires et de la projection de ses forces navales dans l'océan Indien. Il reste à déterminer si ce réajustement stratégique sera réversible. Enfin, la crise au Ladakh a profondément affecté les relations de l'Inde avec la Chine et l'a incitée à coopérer plus étroitement avec les États-Unis. La question de la trajectoire future des relations de New Delhi avec Pékin et Washington demeure également en suspens.

Dans chacune de ces dimensions, les répercussions de la crise entre l'Inde et la Chine, qui a débuté en 2020, continueront de se faire sentir pendant de nombreuses années.

Une nouvelle phase d'une rivalité profondément enracinée

[La crise au Ladakh](#) a éclaté en mai 2020, lorsque l'Inde a découvert de multiples incursions chinoises quasi simultanées à travers la LAC et sur le territoire du Ladakh administré par l'Inde. Une escarmouche sur l'un des points d'incursion, la vallée de la rivière Galwan, [a fait 20 morts](#) parmi les soldats indiens, ainsi qu'un nombre inconnu de victimes du côté chinois. Il s'agissait de la première perte en vies humaines à la frontière depuis près d'un demi-siècle. Dans les semaines qui ont suivi, les deux parties ont cherché à prendre l'avantage dans une série de mouvements et de contre-mouvements. Les lignes de front ont été renforcées par un afflux massif de troupes des deux côtés, avec des échanges de tirs et une montée des tensions. L'Inde a en effet gelé les relations bilatérales, suspendu la plupart des mécanismes diplomatiques, interdit certaines applications chinoises sur les smartphones indiens et renforcé les restrictions sur les investissements chinois en Inde, en particulier dans les secteurs stratégiques comme les télécommunications. New Delhi a clairement indiqué que la relation générale avec la Chine ne pourrait se maintenir tant que la frontière continuerait d'être menacée par Pékin. Puis, après une période de tensions extrêmes, les armées des deux pays ont opéré un « désengagement » partiel entre 2020 et 2022, retirant leurs forces de plusieurs points de friction et établissant de [nouvelles zones tampons](#) pour maintenir leurs soldats à distance. Cependant, malgré cet apaisement relatif, deux zones d'incursions chinoises, à [Depsang et Demchok](#), sont restées imperméables aux [multiples séries](#) de pourparlers militaires, qui n'avaient pas encore abouti.

L'accord d'octobre 2024 a permis de résoudre ces deux derniers points de blocage à Depsang et Demchok. L'Inde et la Chine ont convenu de démanteler leurs campements établis depuis 2020 et de rétablir l'accès de chaque partie aux points de patrouille qui avaient été bloqués pendant la crise. La [déclaration officielle](#) indienne annonce un « désengagement complet et la résolution des problèmes survenus en 2020 ». Ainsi, la [crise frontalière est désormais considérée comme terminée](#), ouvrant la voie à une normalisation des relations bilatérales. Immédiatement après cet accord, New Delhi et Pékin [ont annoncé](#) la réouverture des mécanismes diplomatiques au niveau des ministres et des représentants, ainsi qu'au sein des organisations multilatérales. Les ministres des Affaires étrangères et de la Défense des deux pays ont rapidement mis en œuvre cette décision, se rencontrant en marge du sommet du G20 de novembre à Rio de Janeiro, où ils ont [annoncé](#) de nouvelles mesures provisoires pour faciliter les relations. En décembre, le conseiller indien à la sécurité nationale, Ajit Doval, [s'est rendu à Pékin](#) pour reprendre les discussions avec les « représentants spéciaux », suspendues depuis le début de la crise. Il a également promis de rétablir d'autres engagements transfrontaliers, tels que le commerce et les pèlerinages religieux. Après quatre ans de diplomatie suspendue, ces discussions sont autant d'étapes importantes vers la normalisation de la relation sino-indienne.

Avec cette résolution apparente de la crise, l'Inde et la Chine sont entrées dans une nouvelle phase de leurs relations. Le Ladakh n'étant plus un point de friction majeur, de nouvelles opportunités de gains mutuels se dessinent, notamment dans les domaines du commerce et de l'investissement. La [déclaration officielle de la Chine](#) a souligné à plusieurs reprises que, en tant que grandes économies en développement, les deux pays doivent renforcer leur coopération. Malgré cet apaisement récent des tensions, les relations ne reviendront pas pour autant au *statu quo ante*. New Delhi, de son côté, a développé une [saine méfiance](#) à l'égard des intentions stratégiques de Pékin et du respect des accords frontaliers passés comme futurs. Toutefois, pour l'instant, les deux pays ont accepté une frontière relativement plus stable, marquée par la reprise des contacts diplomatiques et la perspective d'une coopération économique redynamisée.

De nombreux détails spécifiques du nouvel accord demeurent [incertains](#) ou indéterminés. Par exemple, il semble que les [zones tampons](#) établies lors des précédents désengagements, comme celles de Galwan et Pangong Tso, resteront en place. Cependant, [il n'est pas certain](#) que les patrouilles reviendront aux [schémas qui prévalaient avant la crise](#) dans ces zones. De même, certains rapports suggèrent que l'accord pourrait inclure des dispositions concernant d'autres points contestés de la frontière au-delà du Ladakh, comme [Yangtse](#), où une autre escarmouche a eu lieu en décembre 2022. Toutefois, la portée exacte de l'accord reste floue. Aucune des deux parties n'a précisé si elles chercheront à formaliser leur accord par un nouveau [mécanisme de renforcement de la confiance](#) ou si elles reviendront aux accords antérieurs, signés entre 1993 et 2005, que New Delhi accuse Pékin d'avoir violés. Bien que l'Inde ait déclaré que le « désengagement » était désormais terminé, il n'est pas

précisé quand, ni même si, ce processus sera suivi d'une véritable [désescalade et d'un retrait des forces](#), comme le prescrit la politique de gestion de crise de l'Inde. Un règlement permanent de la frontière contestée reste une question distincte et demeure actuellement peu probable, car il nécessiterait un accord sur la démarcation et la délimitation de la frontière, un objectif qui a échappé aux deux pays depuis qu'ils ont entamé des négociations dans les années 1950.

Néanmoins, le désengagement doit être accueilli avec prudence. Certes, il réduit le risque d'escalade accidentelle, permet à l'Inde d'alléger la pression sur une frontière coûteuse en ressources et, plus largement, ouvre des canaux de communication pour gérer les relations bilatérales. Toutefois, le contexte militaire et diplomatique reste déterminant. L'impact réel de l'accord d'octobre ne dépendra pas seulement de la manière dont il a été négocié ou de sa mise en œuvre, mais aussi de l'équilibre militaire et des relations diplomatiques futures entre l'Inde et la Chine.

La dissuasion le long de la frontière contestée

Le premier facteur clé déterminant les implications à long terme de la crise au Ladakh réside dans l'équilibre militaire le long de la LAC. Les deux parties ont rapidement consolidé leurs positions avancées, en construisant ou en modernisant [des infrastructures stratégiques](#) telles que des terrains d'aviation et des routes, tout en intégrant toute une série de [nouvelles technologies](#), allant des drones aux hôpitaux de campagne mobiles. De son côté, l'Inde a considérablement [renforcé ses positions](#) sur la frontière contestée, en réaffectant l'un de ses trois [corps d'attaque](#), initialement dédié au Pakistan, vers la Chine, et en [confiant à d'autres formations](#) la responsabilité de la sécurité frontalière. Ce renforcement ne s'est pas limité aux zones proches des incursions chinoises de 2020 dans le Ladakh, mais s'est produit [tout le long de la LAC](#), y compris dans le secteur oriental, dans et autour de l'État indien de l'Arunachal Pradesh, que la Chine revendique comme faisant partie de son territoire.

L'impact du renforcement militaire de part et d'autre de la frontière reste incertain. Reste à savoir si l'Inde est désormais mieux préparée à dissuader une agression chinoise qu'en 2020, lorsque ses capacités dissuasives étaient limitées. Plusieurs épisodes survenus avant et pendant la crise au Ladakh peuvent offrir des indices. Tout d'abord, lors de l'incident de Doklam en 2017, les forces indiennes ont réussi à stopper une tentative chinoise de construire une route dans un territoire contesté, forçant les troupes chinoises à [se replier](#) après un face-à-face de plus de deux mois. Toutefois, dans les mois et années qui ont suivi, [la Chine a considérablement renforcé](#) sa présence militaire et ses infrastructures de soutien autour de ce site stratégique, créant de fait une menace militaire bien plus importante dans cette zone sensible de la LAC. Par ailleurs, au plus fort de la crise au Ladakh, en août 2020, [les forces indiennes ont surpris](#) les troupes chinoises en atteignant des hauteurs auparavant inoccupées dans la chaîne du Kailash. Ces nouvelles positions ont offert aux forces indiennes un avantage stratégique significatif en termes d'observation et de lignes de tir. Cependant, ces positions ont été abandonnées par la suite dans le cadre d'un accord de désengagement local. Cet exemple de « [quid pro quo](#) », selon l'armée indienne – une manœuvre offensive visant à obtenir un levier de négociation – a illustré la volonté de [prendre des risques opérationnels](#) dans certaines circonstances. Au cours d'un autre épisode, à [Yangtse, en 2022](#), les forces indiennes se sont rapidement mobilisées pour empêcher une incursion chinoise, ce qui a donné lieu à une nouvelle escarmouche. Il est important de noter que les forces indiennes ont été averties à temps du mouvement chinois, vraisemblablement [par les États-Unis](#), et qu'elles ont réagi rapidement, démontrant ainsi leurs capacités renforcées en matière de surveillance et de sécurisation de la LAC.

Bien que l'accord d'octobre 2024 semble avoir résolu la crise au Ladakh, l'Inde et la Chine continueront d'ajuster leurs positions militaires le long de la frontière commune. Si New Delhi a tiré une leçon importante de la crise, c'est que la sécurité nationale de l'Inde ne peut pas dépendre de la bonne volonté de la Chine. Bien qu'une évolution positive ait été amorcée, les [réunions bilatérales à elles seules](#) ne suffisent pas à garantir une stabilité durable – l'Inde [a besoin d'une dissuasion conventionnelle solide](#) le long de la frontière. La Chine continuera très probablement à tester la LAC à l'avenir, comme elle l'a fait à plusieurs reprises par le passé. Cependant, l'équilibre militaire qui s'est instauré depuis 2020 pourrait permettre à l'Inde de mieux anticiper ces incursions. En revanche, le renforcement des capacités et de la préparation militaires pourrait réduire l'échelle d'escalade, augmentant ainsi le risque d'affrontements.

Des priorités stratégiques concurrentes pour l'Inde

Le deuxième facteur clé qui détermine les effets à long terme de la crise au Ladakh est la position stratégique globale de l'Inde, à savoir dans quelle mesure la défense de la LAC continue de prévaloir dans la planification stratégique indienne. Si les motivations derrière les incursions chinoises en 2020 restent un mystère, leurs conséquences ont été claires : la gravité de la menace a poussé l'Inde à renforcer considérablement sa présence militaire le long de sa frontière septentrionale.

Ce renforcement a été réalisé au détriment d'investissements dans la modernisation militaire, en particulier dans les capacités de projection dans l'océan Indien. Les partenaires régionaux les plus proches de New Delhi en matière de sécurité, tels que l'Australie et les États-Unis, comptent sur l'Inde pour renforcer ses capacités et son rôle actif pour dissuader toute [agression](#) ^

[chinoise](#) et [garantir la sécurité](#) dans la région de l'océan Indien. Pour sécuriser ses [intérêts nationaux croissants](#), l'Inde a considérablement investi dans ses [capacités navales](#) entre 2000 et 2020, notamment en développant plusieurs types de grands navires de combat de surface et d'avions de patrouille maritime avancés.

Depuis le début de la crise au Ladakh en 2020, ces [investissements ont été considérablement réduits](#). Face à une menace soudainement urgente le long de la LAC, New Delhi a estimé que la préparation militaire à la frontière devait primer sur la modernisation des forces. Le gouvernement n'a donc approuvé aucune nouvelle initiative navale majeure depuis 2020, alors que les deux décennies précédentes avaient vu un nombre comparativement plus élevé de nouveaux projets. Cela dit, la marine indienne reste indéniablement active, par exemple dans la lutte contre la piraterie et à travers des exercices avec ses partenaires. En outre, les programmes d'acquisition de longue durée initiés des années, voire des décennies, avant la crise au Ladakh, tels que ceux portant sur les nouveaux drones et le porte-avions INS *Vikrant*, continuent de porter leurs fruits. Toutefois, en l'absence de nouveaux programmes depuis 2020, la flotte indienne risque d'avoir des difficultés à rivaliser avec la présence maritime croissante de la Chine dans l'océan Indien.

Le nouvel accord sur le Ladakh constitue une opportunité pour New Delhi de réévaluer ses priorités stratégiques. Avec la réduction des tensions à la frontière, l'Inde pourrait trouver un équilibre entre préparation militaire et modernisation. Les dirigeants politiques et militaires indiens devront doser soigneusement la nécessité de moderniser les forces armées et de renforcer les capacités de projection, tout en maintenant une dissuasion militaire robuste le long de la frontière. Dans certains domaines, comme le renforcement des capacités navales, des décisions difficiles devront être prises, impliquant des compromis. Cependant, dans d'autres secteurs, tels que la guerre électronique ou l'intégration de systèmes de [roquettes](#) à longue portée, la modernisation pourrait considérablement renforcer les capacités de dissuasion de l'Inde à la frontière.

Les relations plus larges entre l'Inde et la Chine

Le dernier facteur qui influence les implications à long terme de la crise de 2020 est la relation bilatérale plus large entre l'Inde et la Chine. Cette crise a immédiatement ébranlé la confiance de New Delhi dans les motivations et le comportement de Pékin, renforçant la conviction parmi les élites indiennes que la Chine constitue désormais le principal concurrent stratégique du pays. [Il semble peu probable que cela change](#). Dans le même temps, l'opinion publique indienne reconnaît, à contrecœur, que la Chine est un voisin immédiat doté d'une économie colossale, que [l'Inde ne peut se permettre d'ignorer](#) – surtout si elle veut poursuivre ses propres ambitions de grande puissance. Ainsi, malgré les restrictions imposées par le gouvernement indien en matière de commerce et d'investissement, les [échanges bilatéraux](#) ont atteint des niveaux sans précédent pendant la crise. Certaines [entreprises indiennes](#) – et même certaines [institutions publiques](#) – ont exhorté le gouvernement à normaliser les relations afin de faciliter les échanges économiques. Ces ouvertures ont trouvé un écho [en Chine](#), où l'on insistait sur l'importance pour les deux pays de se concentrer sur leurs intérêts communs liés à la croissance et au développement mutuels, et de ne pas se laisser distraire par des différends territoriaux.

Parallèlement, la crise a mis en lumière l'importance pour l'Inde de son partenariat stratégique croissant avec les États-Unis. Cette coopération avec Washington permet non seulement à l'Inde de renforcer sa puissance nationale, mais aussi de gérer ses relations avec la Chine de façon pragmatique et stratégique. En février 2024, Giridhar Aramane, alors secrétaire indien à la Défense, a [reconnu sans détour](#), lors d'une réunion à huis clos, que l'Inde avait grandement bénéficié des services de renseignement américains pendant la crise au Ladakh et qu'elle « s'attendait » à une coordination étroite si un scénario similaire devait se reproduire. [Les relations bilatérales florissantes en matière de partage des technologies](#) sont désormais au cœur du partenariat, car elles sont susceptibles d'offrir des avantages économiques et militaires à long terme pour les deux pays. Cependant, [un certain scepticisme](#) persiste, notamment au sein de certains cercles en Inde, quant aux intentions stratégiques des États-Unis, un sentiment qui perdure depuis longtemps. Malgré ces réticences, les bases du partenariat, fondées sur des intérêts communs en matière de sécurité nationale et visant à renforcer la puissance indienne tout en préservant le *statu quo* régional, [demeurent solides](#). De nombreux analystes indiens s'attendent à ce que la nouvelle [administration Trump](#) continue de renforcer les liens avec New Delhi. Par ailleurs, la crise au Ladakh a également [ravivé l'enthousiasme de l'Inde](#) pour les groupements « minilatéraux » tels que le Quad – qui réunit l'Australie, l'Inde, le Japon et les États-Unis. Ce mécanisme est désormais perçu comme un moyen privilégié de promouvoir une vision politique commune dans la région, [y compris en matière de sécurité](#).

Dans les mois et les années à venir, le principal défi pour l'Inde – ainsi que pour tout autre pays qui entretient une relation complexe avec la Chine – sera de coordonner ces politiques. New Delhi devra naviguer entre l'approfondissement de l'engagement bilatéral avec Pékin pour en tirer des bénéfices mutuels, tout en limitant simultanément cet engagement pour des raisons de sécurité nationale. L'Inde sera sans doute amenée à sécuriser certains secteurs critiques, tels que les

